

« TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS » (Karl Marx)

Lutte ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 184 UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Supplément au journal Lutte ouvrière N° 2977 - Prix : 1€



Contre Macron-Bayrou et le patronat

Préparons-nous à la lutte!

La gauche en ordre de
bataille pour ...papoter
avec le gouvernement

Page 3

Borne à Mayotte et à
La Réunion: ministre
menteuse

Page 4

Grève victorieuse à
l'usine thermique du
Gol

Page 7

Préparons-nous à lutter pour défendre notre droit à l'existence !

Alors que l'argent dégouline au sommet de la société, que les 500 plus riches du pays cumulent plus de 1100 milliards d'euros de fortune, Bayrou manœuvre pour voler 44 milliards aux classes populaires. Il vient d'annoncer qu'il engagera, sur cette question, la responsabilité de son gouvernement le 8 septembre, c'est-à-dire à la veille des appels divers et variés qui circulent pour la journée du 10 septembre. Il tente de tuer dans l'œuf toute contestation en jouant le tout pour le tout à l'Assemblée nationale.

Quel que soit l'avenir de Bayrou à Matignon, il est nécessaire d'engager le combat contre cette nouvelle offensive et toutes les manœuvres qui l'entourent. Le plan Bayrou est une déclaration de guerre à tous les travailleurs.

Non, la dette de l'État n'est pas notre dette ! Bayrou parle d'efforts partagés et justes. Mais rallonger le temps de travail en supprimant des jours fériés, rajouter des jours de carence supplémentaires en cas d'arrêt maladie, restreindre les droits au chômage, réduire l'accès aux soins et aux remboursements médicaux, bloquer les pensions de retraites, les allocations et le salaire des fonctionnaires, c'est s'en prendre encore et toujours aux travailleurs, qu'ils soient en activité, en arrêt maladie, en invalidité, au chômage ou à la retraite.

Ce plan d'attaques s'inscrit dans une longue série, dont le recul de l'âge de la retraite à 64 ans. Dans ce système capitaliste en crise, où la concurrence est de plus en plus féroce, les profits du grand patronat ne peuvent être sauvés qu'en s'attaquant aux travailleurs. Aujourd'hui, il veut nous faire travailler plus en gagnant moins. Demain, ses représentants politiques nous enverront mourir sur des champs de bataille pour garantir marchés et matières premières aux capitalistes français.

Toutes ces attaques répondent aux besoins des capitalistes. Et même si Bayrou ou Macron débarrassent le plancher, la grande bourgeoisie fera mener son offensive antiouvrière par les autres politiciens, y compris de gauche ou d'extrême droite, c'est-à-dire ceux-là même qui se disent prêts aujourd'hui à le censurer.

Il ne suffira pas de chasser Bayrou ou Macron. La seule façon de préserver notre droit à l'existence est d'affronter ceux qui donnent les ordres, et pas seulement leurs larbins du gouvernement. Ce sera eux ou nous : les profits des capitalistes ou la vie des travailleurs qui produisent tout et font fonctionner toute la société !

Tous ceux qui refusent d'être sacrifiés doivent, sans attendre, se réunir dans leurs ateliers, leurs services, leurs entreprises. Car il faut réfléchir à ce qui constitue notre force et à nos objectifs. Il faut comprendre qui sont nos vrais ennemis et nos faux amis et se donner les moyens de diriger nous-mêmes notre combat, sans nous laisser récupérer par qui que ce soit.

Ainsi, les dirigeants de la gauche, de LFI aux écologistes, relaient les appels au 10 septembre, mais c'est pour dévier le combat sur le terrain parlementaire. Quant aux chefs des confédérations, ils attendent le 1er septembre - un mois et demi après les annonces - pour faire connaître leur plan d'action. Comme lors de la lutte contre la retraite à 64 ans, ils veulent décider du calendrier et garder le contrôle du mouvement.

Nous ne devons faire confiance à personne d'autre qu'à nous-mêmes. Si nous entrons en lutte, il nous faudra avoir nos propres comités de lutte, élus par nous pour décider de nos actions et de leurs objectifs.

Si les attaques de Bayrou menacent l'ensemble des classes populaires, y compris les petits commerçants ou artisans, les travailleurs salariés, concentrés dans les entreprises, ont un rôle décisif à jouer.

La force des travailleurs est qu'ils produisent tout. Par la grève, ils peuvent arrêter cette machine à fabriquer des profits, ce que ne permettront ni les pétitions en ligne, ni les boycotts, ni même des défilés dans les rues, si réussis soient-ils.

Le patronat licencie et le gouvernement stigmatise les chômeurs et ceux qu'ils traitent d'assistés : contre le chômage, il faut répartir le travail entre tous, sans perte de salaire. Contre la vie chère, il faut imposer une augmentation des salaires, des pensions et des allocations et leur indexation sur les prix.

Toutes ces mesures doivent être entièrement financées par les profits patronaux. Pour prouver que cet argent existe, il faut faire sauter le secret des affaires et l'opacité qui règnent dans les comptes des entreprises et ceux de leurs propriétaires.

Rien ne changera dans la société si la classe ouvrière n'affronte pas la classe capitaliste, à la fois pour défendre ses conditions de vie et pour arracher la direction de la société à ces prédateurs.

Nathalie ARTHAUD

Face au plan Macron-Bayrou-Medef : il faut une riposte ouvrière

Le Premier ministre, Bayrou, a annoncé mi-juillet 44 milliards d'euros d'économies sur le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale. Il tente depuis de convaincre la population d'avalier cette pilule amère.

Le projet prévoit en effet d'économiser sur tous les budgets dits sociaux, de réduire l'accès aux soins, les pensions de retraite et les allocations-chômage, de réduire le nombre des fonctionnaires et de bloquer leurs salaires, mettant un peu plus à mal les services publics indispensables à la population et, carrément, d'imposer deux jours de travail gratuit à tous les salariés.

C'est une attaque en règle contre les travailleurs et en faveur de la très mince couche des grandes familles

capitalistes. Cela suscite le dégoût voire la colère dans une fraction croissante de la population. Du côté des confédérations syndicales, en ce mois d'août, c'est le silence. Elles ne prévoient ni ne préparent aucune riposte.

Des appels confus à « *tout bloquer le 10 septembre* », circulent sur les réseaux sociaux, relayés un peu partout, y compris désormais par Jean-Luc Mélenchon. Ce dernier se satisfait du vague des propositions et des revendications, se contentant d'y ajouter son objectif politique, chasser Bayrou. Mélenchon et ses amis demandent ainsi qu'on leur fasse confiance et prétendent que leur arrivée au pouvoir suffirait à régler les problèmes sociaux.

Mais personne ne réglera jamais les problèmes des travailleurs à leur

place dans une société où ce sont les patrons qui décident de tout ! C'est pourquoi il faut maintenant que les revendications soient discutées : depuis l'augmentation et l'indexation des salaires, pensions et allocations, jusqu'au contrôle des travailleurs sur la production en passant par la répartition du travail entre tous, aux frais des capitalistes. Il faut mettre au point les moyens de la lutte, c'est-à-dire avant tout de la grève, qui frappe au cœur le capital, et surtout son contrôle par les travailleurs eux-mêmes. Cela ne pourrait être le fait que de comités de lutte, réunis dans les entreprises et les quartiers, afin de préparer réellement et dès aujourd'hui la contre-attaque si longtemps attendue.

La gauche en ordre de bataille pour ...papoter avec le gouvernement

À quelques mois des élections municipales, la « Plateforme réunionnaise », une resucée de l'union de la gauche qui va du PS au PCR en passant par Ansanm (groupe de Olivier Hoarau, maire du Port), Place Publique, les écologistes jusqu'au macroniste Selly maire de Saint-Benoît pilotée par la maire de Saint-Denis et première secrétaire fédérale du PS, Ericka Bareigts, a présenté ses propositions pour « une stratégie globale de développement de La Réunion », lors d'une conférence de presse le 13 août.

La Plateforme qui veut « *s'attaquer aux causes structurelles de la vie chère* » propose « *d'imposer la transparence aux grands groupes, de créer une autorité de la concurrence pour les Outre-mer et encadrer les prix...pendant les périodes de crise* ». Une sorte d'Observatoire des prix qui existe déjà et qui a fait la preuve de son...inutilité.

La Plateforme dit vouloir « *changer de modèle* » mais propose « *des mesures qui utiliseront les fonds de l'État* » pour soutenir l'économie locale, c'est-à-dire continuer à aider les entreprises. Le changement, c'est pas pour maintenant !

Bareigts et ses « camarades » se disent contre la politique d'austérité du premier ministre, la loi Duplomb, la baisse de contrats PEC, les ca-

deaux fiscaux aux entreprises, pour « une bifurcation écologique » et des mesures contre Israël. Mais leur cri de colère ne les pousse pas plus loin que ...le futur CLOM (Comité local des Outre-mer), un hochet promis par le gouvernement pour amuser les politiciens locaux.

Avec la Plateforme, gouvernement et patrons peuvent dormir tranquille.



Borne à Mayotte : ministre menteuse

La ministre de l'Éducation, Borne, était en déplacement à Mayotte lundi 18 août, à une semaine de la rentrée scolaire dans l'archipel. Elle y a déclaré que les élèves seraient accueillis « dans les mêmes conditions qu'avant le cyclone ». Un mensonge éhonté. Huit mois après le passage du cyclone Chido, malgré les promesses de l'État français, les travaux dans bien des écoles ne sont pas finis, voire n'ont pas du tout commencé. Dans les établissements sinistrés, il était surtout prévu que les élèves continuent à se partager les classes, matin pour les uns, après-midi pour les autres, ou seulement quelques heures par semaine. La FCPE, la Fédération des conseils de parents d'élèves de Mayotte, dénonçant cette visite comme une opération de communication, a boycotté la rencontre avec

la ministre.

Si les travaux n'ont pas démarré, c'est aussi parce que l'État n'a débloqué qu'une infime partie des fonds prévus pour la reconstruction, arguant de dossiers mal ficelés, ce qui a mis bien des maires en colère. Comme le disent certains, si Mayotte était un quartier du 16e arrondissement de Paris, il n'y aurait pas tant de difficultés. Cette colère est partagée par toute une partie des enseignants. De nombreux postes sont toujours vacants, les conditions de travail se dégradent, un millier d'enseignants sur 8 000 n'auraient pas encore touché l'aide exceptionnelle promise après le cyclone. Et, question salaire, le gouvernement n'a toujours pas répondu à la revendication de revalorisation de l'indexation qui compense le coût de la vie et les difficultés liées à l'éloigne-

ment.

Chido a dégradé les conditions de vie déjà bien difficiles dans l'archipel. Des milliers d'enfants d'immigrés, au moins 15 000, n'étaient pas scolarisés avant Chido et ne le seront pas plus. 30 % de la population n'est toujours pas raccordée au réseau d'eau potable. Au lieu de chercher à remédier à cette misère, le gouvernement a fait voter mi-juillet dans sa loi dite de refondation de Mayotte tout un volet contre les immigrés. Il montre comment l'État administre sa colonie : en faisant des cadeaux au patronat, des économies sur le dos des travailleurs et des plus pauvres, en traitant avec mépris leurs enfants et leurs écoles, et en cherchant à les diviser plus encore entre eux, en opposant les travailleurs avec papiers à ceux qui n'en ont pas.

Borne à La Réunion : une visite pour rien

La visite de la ministre de l'Éducation nationale, Élisabeth Borne, dans l'île aura été expédiée en 24 heures.

Dans un interview donné au *Quotidien*, elle assure que son gouvernement porte « une attention particulière aux spécificités locales et à la réussite des élèves de La Réunion ».

De biens belles intentions tempérées immédiatement par le rappel que « le Premier ministre veut 44 milliards d'économies au budget 2026 » et que « Chacun doit participer à l'effort ».

Une pirouette dont est coutumière l'ex-première ministre très performante en matière d'entourloupes.

Il n'est pas question bien sûr pour ceux qui nous gouvernent d'aller chercher ces 44 milliards dans les poches des capitalistes, mais de les prendre chez les salariés, les chômeurs et les retraités ;

Alors Borne, si elle « assure que

les moyens de l'académie de La Réunion » seront préservés, cela veut dire qu'elle et son gouvernement ne verseront pas un euro de plus en 2026 pour l'éducation des enfants de La Réunion, pas plus que pour les enseignants et autres salariés de l'académie.

Aux questions concernant les besoins urgents, mais non satisfaits en personnels spécifiques (AESH, créations de nouvelles structures destinées à favoriser l'inclusion scolaire – les Ulis ; les REP ou prise en charge des élèves autistes), aux demandes de revalorisations salariales, aux mutations des professeurs réunionnais vers la métropole, elle n'a su donner que des réponses plus évasives les unes que les autres. Elle ne s'est engagée sur rien.

Ainsi concernant l'encadrement des élèves handicapés le gouvernement a créé des PAS (Pôle d'Appui à la Scolarité), mais sans préciser combien de nouveaux postes d'AESH seront créés, comment il compte améliorer leur statut et le niveau de

leurs salaires.

Élèves, parents d'élèves, professeurs et personnels affectés au soutien scolaire n'ont aucune illusion à se faire sur les intentions du gouvernement qui s'est fixé comme but de serrer la vis aux classes populaires.

Pour l'en empêcher, les travailleurs n'auront d'autres moyens que la lutte collective et massive pour que les moyens financiers et humains affectés à l'éducation passent avant les dépenses militaires ou les cadeaux au patronat !



FB

Face à l'inflation, échelle mobile des salaires !

En décembre 2024, le gouvernement annonçait triomphalement une baisse des tarifs de l'électricité de 14 % en 2025.

Las, même en tenant compte de cette diminution de prix, après des années d'augmentation, les montants

des factures réellement payées par les consommateurs réunionnais révèlent qu'entre 2018 et 2025, le prix de l'électricité, toutes taxes comprises, a augmenté de 66 %.

À titre de comparaison, celle du SMIC pendant la même période n'a

été que de 20 % (1498 € brut en 2018 et 1801 € brut en 2025).

Alors oui, ce que les travailleurs doivent exiger, c'est bien l'augmentation régulière de leurs salaires calculée sur celles des prix. Pas moins !

Chômage : nouveau record !

La Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités (DEETS) de La Réunion vient de publier son étude concernant la situation de l'emploi au 2ème trimestre 2025 à La Réunion.

Le chômage touche aujourd'hui 156 000 personnes en âge de travailler, soit 1,7 % de plus qu'il y a un an.

Les centaines de millions d'euros d'exonérations de cotisations sociales et fiscales patronales, de subventions aux entreprises n'ont donc pas eu l'effet attendu et annoncé par le gouver-

nement.

Les capitalistes engrangent les aides de l'État, mais les travailleurs n'en voient pas la couleur, que ce soit sous forme d'embauches, d'augmentations de salaires ou d'amélioration de leurs conditions de travail.

Mais c'est aux travailleurs et aux chômeurs que Macron et Bayrou s'appêtent à nouveau à demander de se serrer la ceinture en travaillant gratuitement pendant deux jours fériés supplémentaires, en travaillant jusqu'à épuisement pour cause de re-

cul incessant de l'âge de la retraite et en se voyant imposer 8 jours de carence au lieu de 3 en cas de maladie, en faisant la chasse aux chômeurs et en obligeant les bénéficiaires du RSA à travailler sous peine de voir supprimer leur allocation.

Souhaitons qu'à force de tirer sur la corde, le gouvernement et le patronat déclenchent la riposte salutaire des travailleurs et des chômeurs qu'ils méritent !

Grandes fortunes : hit-parade des parasites

Le magazine Challenges a publié son classement annuel des 500 plus grandes fortunes de France.

Ce palmarès dresse le tableau d'une classe sociale parasitaire, la bourgeoisie, qui dirige véritablement la société et accapare une part toujours plus grande des richesses produites.

Pour la première fois depuis 2017, Bernard Arnault, le PDG de LVMH, cède la première place à la famille Hermès. Celle-ci, qui détient le groupe de luxe du même nom, voit sa fortune grimper à 163,4 milliards d'euros, en hausse de 5 % sur un an. À l'inverse, celle d'Arnault et de sa famille, propriétaires de LVMH, passe à 116,7 milliards d'euros, soit une chute de 38,6 %. Cette dégringolade serait liée à la crise du marché chinois, qui a fait plonger de 25 % la valeur boursière de LVMH. Les frères Wertheimer, propriétaires de Chanel, complètent le trio de tête avec 115 milliards d'euros, tandis



que Françoise Bettencourt-Meyers (L'Oréal) reste quatrième avec 84 milliards, en recul de 13 % – la pauvre...

Après huit ans de croissance ininterrompue, la fortune cumulée des 500 plus riches baisse de 100 milliards par rapport au record de 2024, atteignant tout de même 1128 milliards d'euros. Mais leur fortune a été multipliée par 9,4 depuis 2003.

En 1996, ces 500 parasites possé-

daient l'équivalent de 6 % du PIB, aujourd'hui, plus du tiers. La France compte 145 milliardaires au lieu de 16 en 1996.

Il faut désormais posséder, pour entrer dans ce classement, 245 millions d'euros, contre 80 millions en 2014. C'est sur l'exploitation de millions de travailleurs, qui eux se débattent dans des difficultés quotidiennes croissantes, que se bâtit la fortune de cette classe bourgeoise parasitaire.

Santé : Bayrou assomme les malades

Les assurés coûtent encore trop cher à la Sécurité sociale, selon Bayrou. Il a donc décidé de s'en prendre aux malades et a soumis aux caisses de Sécurité sociale un projet de décret qui augmenterait les dépenses laissées à la charge des patients.

La participation forfaitaire porte sur les consultations chez le médecin et les analyses médicales : passée de un à deux euros en 2024, elle pourrait atteindre 4 à 5 euros, et un plafond annuel de 100 euros, au lieu de 50 précédemment. Autant dire qu'un malade qui doit consulter fréquemment atteindra vite le plafond.

Les franchises aussi sont concernées, qu'il s'agisse de boîtes de médicaments ou d'actes paramédicaux, et vraisemblablement aussi les transports sanitaires. Le reste à charge unitaire, qui a déjà augmenté en 2024, devrait doubler dans le plan Bayrou, dans le cadre d'un plafond fixé à 100 euros pour l'ensemble. Là aussi, pour les malades chroniques, la note sera élevée.

Cette note pourrait être d'autant plus lourde que la ministre du Travail et de la Santé, Catherine Vautrin, envisageait même de faire payer le reste



à charge par les malades directement au pharmacien lors de l'achat, au lieu d'attendre le prélèvement par l'Assurance-maladie.

Dès l'annonce du plan, les protestations ont fusé, de la part d'associations de défense des usagers, de syndicats, de pharmaciens et même d'un membre du conseil de la Caisse nationale de l'assurance-maladie, cité par le journal *Le Parisien*. Et, en effet, même si les malades aux revenus les plus modestes échapperont à

cette ponction, bien d'autres, salariés et retraités guère mieux lotis, devront renoncer à des soins.

Payer plus ou se soigner moins : voilà ce que Bayrou et Catherine Vautrin appellent « responsabiliser » les malades « pour limiter les abus » ; car, bien sûr, il n'est pas question de « responsabiliser » les actionnaires, de l'industrie pharmaceutique entre autres, en allant prendre dans les milliards des profits faits aux dépens des malades.

Soutien aux Palestiniens : cela reste un délit

Le 11 août, un contrôleur aérien de l'aéroport de Roissy a été suspendu pour avoir dit « *Free Palestine* » (libérez la Palestine) au pilote d'un avion de la compagnie israélienne El Al.

Ce n'est même pas la Direction générale de l'aviation civile, l'administration chargée de la régulation, de la sécurité et de la sûreté du transport aérien, qui a annoncé la sanction, mais directement le ministre des Transports, Tabarot. Il s'agissait donc pour lui de mettre les points sur les i, comme si les deux mots du contrôleur avaient la dimension d'une affaire d'État.

Quelques jours plus tard, c'était au tour du groupe de rap irlandais Kneecap de se retrouver dans le viseur d'un autre ministre, celui de

l'Intérieur, à l'occasion du festival Rock en Seine. Les chanteurs dénoncent en effet le génocide à Gaza, et utilisent des slogans tels que « *Free Palestine* » et « *Fuck Israel* », ce qui leur a valu une série d'interdictions en Grande-Bretagne. Retailleau, lui, se contente de vouloir les censurer en les menaçant de poursuites judiciaires.

Cette répression à l'encontre de celles et ceux qui dénoncent les massacres de Palestiniens n'est pas nouvelle. Et même si Macron a promis de reconnaître l'État palestinien en septembre, des procès pour apologie du terrorisme sont encore en cours à l'encontre de militants qui ont eu pour seul tort de critiquer la politique du gouvernement israélien.



Grève victorieuse à l'usine thermique du Gol

Le 6 août 70 salariés sur 90 de la centrale thermique du Gol (groupe Albioma) décidaient de cesser le travail face à une direction sourde à leurs revendications, privant de ce fait de vapeur la centrale sucrière attenante, bloquant ainsi la réception des cannes et privant EDF d'une bonne partie de l'électricité attendue pour alimenter son réseau de distribution.

Leurs revendications portaient principalement sur les effectifs et les conditions de travail.

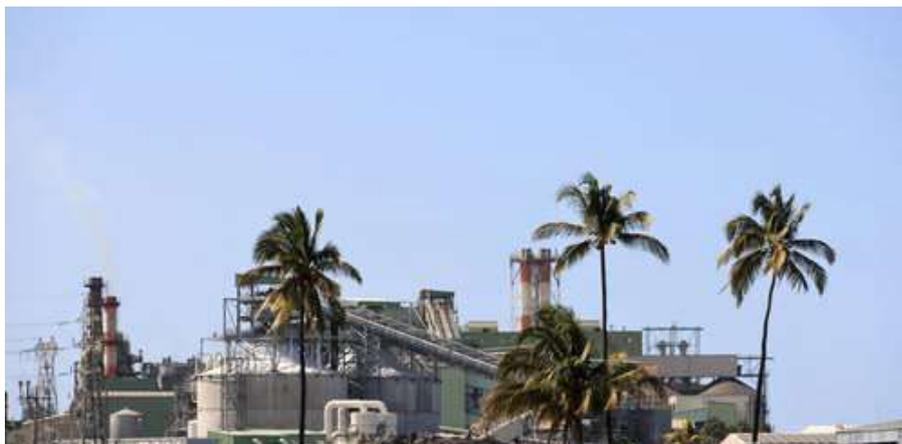
Comme le disaient certains d'entre eux : « L'usine s'agrandit, les tâches se multiplient, mais l'effectif reste constant. Il faut embaucher » et « Cela fait dix ans que l'usine existe et nous ne disposons toujours pas d'un ascenseur pour accéder aux chau-

dières. Nous en avons assez ! ».

Le lendemain, la direction sous la pression des grévistes et face au mécontentement des planteurs préféraient satisfaire les revendications des ouvriers grévistes qui obtenaient immédiatement l'installation de l'ascen-

seur demandé, des négociations sur les conditions de travail et de sécurité ainsi que deux nouvelles embauches.

Une victoire obtenue grâce au rapport de force et à l'action collective.



Easyclean (Saint Paul) : les salariés sans salaires depuis deux mois

Suite au suicide de leur patron le 30 juin dernier, les 117 salariés d'Easy Clean (entreprise spécialisée en nettoyage), qui continuent à travailler, n'ont toujours pas été payés de leurs mois de juin et juillet 2025.

Leur entreprise a été placée sous administration provisoire par le tribunal de commerce de Saint-Denis, mais malgré une réunion tenue le 22 juillet avec l'administrateur judiciaire au cours de laquelle ce dernier les a

assurés que leur situation trouverait rapidement une solution, fin juillet ils n'étaient toujours pas payés de leurs salaires en retard.

Pris à la gorge financièrement, une vingtaine d'entre eux décidaient alors de se rendre chez ce responsable désigné par le tribunal qui leur répondit alors qu'« il manquait des pièces aux dossiers » pour régulariser le paiement de leurs salaires en retard. En entendant cela certains

se sont alors demandé quel intérêt ils avaient à continuer à travailler dans ces conditions.

Face à des patrons ou à leurs substituts qui mènent les travailleurs en bateau, le seul langage que comprennent ces profiteurs est la grève.

Pas de salaire, pas de travail, voilà bien la seule réponse à leur opposer pour récupérer son dû !

Solihha : la Deets refuse le licenciement des salariés protégés

Dans cette entreprise, financée par les fonds publics (Conseil général, Région, CGSS et État) et spécialisée dans l'aménagement et la rénovation des logements des ménages à revenus modestes, les travailleurs ont mené un combat de plusieurs mois pour dénoncer la gestion catastrophique de la direction qui a amené cette entreprise en redressement judiciaire en mars 2025.

Un élu du CSE rappelait qu'« un

audit portant sur les exercices de 2019 à 2021 avait mis en évidence « une mauvaise gestion, des rémunérations exorbitantes et des postes non nécessaires », ainsi que « des choix stratégiques discutables » et même « des actes illicites relevant du civil ».

Non contente d'avoir déstabilisé l'entreprise, la direction décidait « pour tenter de la redresser » de licencier 18 salariés, dont 10 élus du CSE, mais elle « omettait » de leur

proposer des reclassements comme le prévoit la loi dans un cas pareil alors que « Solihha est membre d'une fédération de plus 120 entreprises à laquelle elle est tenue d'étendre les propositions de reclassement » (Le Quotidien du 15 août 2025).

La DEETS vient de lui refuser ces licenciements.

Le tribunal ne juge pas urgent de reclasser les licenciés !

Alors que deux syndicats de salariés de la SPL demandaient au tribunal administratif la suspension d'une délibération de la Cirest portant sur des créations de postes au sein de l'intercommunalité, au motif que des salariés de la SPL Estival en voie de licenciement n'avaient pas été destinataires des offres d'emploi, la juge des référés a déclaré que « l'urgence

n'était pas suffisamment caractérisée pour statuer sur le dossier ». (Zinfos974 du 11 août 2025)

La Cirest est pourtant le premier financeur d'Estival. Son président était il y a peu aussi le président d'Estival. Sa direction se confond donc avec celle de la SPL. Elle montre ainsi qu'elle n'a aucune intention d'offrir une planche de salut aux

travailleurs qu'elle a contribué à priver de leur gagne pain.

La juge des référés en considérant qu'elle n'avait pas manqué à ses obligations se rend complice des détournés de fonds de la SPL et montre son profond mépris pour ces travailleurs injustement traités.

Selly roule les travailleurs

Fin juillet, le préfet Patrice Latron a demandé au maire de Saint-Benoît et président de la Cirest Patrice Selly, de retirer la décision du conseil municipal de la ville de rentrer dans le capital de la SPL Estival parce qu'illégal.

En effet, après que la Région a retiré ses sous du capital de la SEM Estival devenue SPL par la volonté de Selly, celui-ci avait trouvé ce tour de passe-passe pour maintenir la société de transport de l'Est à flot.

Il semble donc, que la SPL Estival n'ait pas d'existence juridique. Un comble pour le maire qui est avocat de profession !

Lorsque Selly a transformé la SEM en SPL en février 2022, il avait prétendu que ce changement de statut allait permettre un « accompagnement transparent » et que la SPL Estival allait mettre la région Est « sur la route du progrès ».

En guise de transparence, la SPL a connu la gestion opaque d'un PDG qui a mis la main dans la caisse ! Et depuis, ce sont les salariés de l'entreprise qui ont été mis sur le bord de la route par Selly et ses amis de la SPL et de la Cirest : 24 travailleurs ont été licenciés sans compter les baisses de salaire imposées à ceux qui sont restés, sous prétexte de sauver l'entreprise et des emplois.

Quel beau progrès !

Aujourd'hui, après l'injonction du préfet, quel est le devenir des salariés de la SPL Estival ?

Selly va-t-il encore sacrifier des travailleurs pour tenter de sauver la face ?

En tous cas, les travailleurs de la SPL, conducteurs, employés techniques et administratifs, ne doivent pas faire confiance à tous ces margoulin qui décident de leur avenir en petit comité dans les conseils d'ad-

ministration. Ils doivent se donner les moyens d'exercer un réel contrôle sur tous leurs agissements.



Réservez vos places dès maintenant auprès de nos militants !



UKRAINE

Pendant les pourparlers, la tuerie continue

« *Tout le monde est très heureux de la possibilité de la paix pour la Russie et l'Ukraine* » a fanfaronné Trump, content de soi et de sa politique comme d'habitude, au soir du sommet de Washington. « *C'est loin d'être fini, vous l'aurez compris* » a commenté Macron. Cela se veut plus réaliste, de la part d'un président français qui n'a de toute façon, avec ses homologues européens, eu d'autre rôle que de jouer les utilités dans un scénario voulu par Trump avec l'accord de Poutine.

On ne parle plus de ce « cessez-le-feu », Trump ayant décidé qu'il n'y aura de cessez-le-feu que lorsque sera signé un accord de paix. Il n'est plus question non plus de refuser toute modification des frontières de l'Ukraine. Sans entrer dans le détail,

les dirigeants occidentaux ont décidé que Kiev allait devoir évacuer totalement les cinq oblasts déjà occupés en tout ou partie par l'armée russe. Toute la question est désormais de le faire accepter à Zelensky, à l'état-major ukrainien et à la population ukrainienne.

Pour rendre la chose plus présentable, Macron, Starmer, Merz vont devoir mouiller la chemise. Et Trump, pourvu que cela ne coûte rien à l'État américain, dit lui aussi s'engager à fournir de « *solides garanties de sécurité* » à l'Ukraine à l'avenir. Lesquelles ? La présence de troupes franco-anglaises sur son sol ? Ou, à proximité immédiate, en Pologne et en Roumanie, comme il en est question ?

Sur le fond, Trump a déjà fait

passer dans les faits le principe d'un partage de l'Ukraine. Qu'un traité de paix, et de partition, soit conclu ou pas, le résultat en sera à l'image de ce que connaît la Corée, qui vit divisée et sur le pied de guerre soixante-dix ans après la fin d'une guerre que lui avait imposée l'impérialisme américain.

Ce qui attend l'Ukraine, c'est un accord de brigands, américain, russe, européen, dans lequel les peuples n'auront pas leur mot à dire et où, pour toute forme de paix, l'ordre impérialiste mondial ne leur accordera qu'un intermède précaire avant une prochaine guerre.

Guerre et business

On sait que la reconstruction de ce pays dévasté par la guerre se chiffre déjà en centaines de milliards d'euros. Et les dirigeants des puissances occidentales, qui en salivent, cherchent à placer au mieux leurs capitalistes sur ce marché. C'est cela, bien plus que leur souci proclamé de soutenir Zelensky, qui explique les contorsions des Macron, Merz et Starmer pour se faufiler à la table des pourparlers sur l'Ukraine, dont Trump et Poutine les tenaient écartés. Macron et Starmer ont, depuis des mois, proposé d'envoyer des soldats français et britanniques en Ukraine pour, à les en croire, assurer sa sécurité militaire. En fait, il s'agit pour eux d'occuper le terrain, au propre comme au figuré, afin d'installer leurs industries d'armement comme fournisseurs privilégiés de l'armée de

Kiev, tout en ne laissant pas les États-Unis récupérer l'essentiel des richesses économiques de l'Ukraine. D'ailleurs, la guerre qui fait rage n'empêche nullement de grands groupes – dont des banques européennes telle la filiale du Crédit agricole en Ukraine – d'afficher des résultats florissants en prenant toujours plus de place dans l'économie de ce pays.

Il y a quelques mois, lorsque Trump obligea Zelensky à céder les terres rares ukrainiennes à des firmes américaines, Poutine avait surenchéri. Signalant que les territoires ukrainiens tenus par la Russie étaient encore plus riches en métaux stratégiques, il avait ajouté que le Kremlin était ouvert à une collaboration avec les États-Unis pour exploiter ces res-

sources.

La reprise et le développement des affaires, des échanges et finalement des profits sont en bonne place au menu des pourparlers dits de paix. Et cela même si l'affaire reste dissimulée aux yeux des populations, qui doivent verser leur sang pour les intérêts des nantis et des capitalistes ukrainiens et russes, mais aussi américains et européens.



Pas de trêve au massacre

Le 18 août au matin, une proposition de cessez-le-feu à Gaza a été présentée publiquement à la frontière égyptienne près de Rafah, conjointement par le ministre des Affaires étrangères d'Égypte et le représentant de l'Autorité palestinienne.

Préparé sous l'égide du Qatar et de l'Égypte, agréé par le Hamas, cet accord prévoyait une trêve de 60 jours, un retrait partiel des troupes israéliennes, la libération de dix otages sur les vingt qui seraient encore vivants, la libération de prisonniers palestiniens gazaouis et cisjordanais et le déploiement d'une aide humanitaire massive.

Le président américain, partisan déclaré de l'offensive militaire décidée le 8 août par le cabinet de sécurité israélien en vue d'écraser la ville

de Gaza, s'est borné à poster sur son réseau personnel que le Hamas devait être « *affronté et détruit* ». De toute façon, le gouvernement israélien a fait savoir que « *la position d'Israël [n'avait] pas changé* », et, si ce n'était pas assez clair, que Zeitoun, un quartier de la ville de Gaza était sur le point d'être « conquis » et que celui de Sabra, encore très peuplé, allait être la prochaine cible. Une commission de la Knesset, le parlement d'Israël, a préparé une proposition d'allongement de la période de réserve pour mobiliser davantage de troupes.

Les faits sont là. En 22 mois de guerre, l'armée israélienne a tué 62 000 Palestiniens de Gaza, en a mutilé des centaines de milliers, et au moment même où le projet de trêve était annoncé, onze étaient victimes des bombardements. La famine organisée

consciemment par le gouvernement israélien, depuis le blocus total de l'approvisionnement, en mars dernier, tue méthodiquement, en commençant par les enfants.

Tenu en laisse par l'extrême droite religieuse et ultranationaliste dont il a besoin pour disposer d'une majorité au Parlement, accroché au pouvoir par peur d'avoir affaire à la justice, Netanyahu affiche le mépris le plus complet vis-à-vis des protestations de plus en plus nombreuses, en Israël et ailleurs. Mais, en poursuivant sa guerre, il ne fait que renforcer la détermination du peuple palestinien qui refuse de se laisser expulser de Gaza, et de ceux qui, en Israël, refusent de tuer et de mourir pour satisfaire les brigands qui gouvernent.

ISRAËL

Manifestations et grèves contre Netanyahu

Dimanche 17 août à l'appel du Forum des familles d'otages, soutenu par des organisations opposées à la guerre et au gouvernement d'extrême droite de Netanyahu, des centaines de milliers de personnes sont descendues dans la rue.

Les manifestants revendiquent la libération des 49 otages encore détenus par le Hamas, et la fin de la guerre à Gaza.

Une minorité, dont des Arabes israéliens, a aussi dénoncé la situation à Gaza et le génocide des Palestiniens.

La mobilisation a touché 90 municipalités. Certaines ont suspendu leurs services. Des entreprises ont fermé, tout comme plusieurs tribunaux. De nombreux petits commerces ont également suivi, à l'initiative des patrons eux-mêmes,

incitant leurs salariés à manifester. Des syndicats indépendants, notamment dans le secteur médical, ont soutenu la grève. En revanche, la Histadrout, principal syndicat israélien, s'est contentée d'un appui « moral » aux familles, refusant un engagement jugé trop politique.

La police a procédé à 50 arrestations, notamment à Jérusalem, sans briser l'élan. Des familles ont annoncé qu'elles camperaient dès le lendemain aux abords de la barrière de Gaza.

De plus en plus d'Israéliens refusent d'être les otages des colons et du gouvernement d'extrême droite de Netanyahu. Cependant, il n'y aura aucun moyen de sortir de cette impasse sanglante sans s'opposer à l'oppression des Palestiniens et sans remettre en cause la politique de spo-

liation et de négation de leurs droits élémentaires, menée par tous les gouvernements d'Israël depuis 1948.



Un accord contesté, et contestable

Le FLNKS, qui regroupe une partie des partis indépendantistes kanaks, a fait savoir qu'il rejetait l'accord du 12 juillet signé sous l'égide de Macron par tous les partis, qu'ils soient anti- indépendantistes ou indépendantistes.

Cet accord dit de Bougival prévoyait d'instaurer un « État de Nouvelle-Calédonie » au sein de l'État français. En guise de souveraineté, on n'en proposait donc aux partis indépendantistes qu'une version croupion. Il est vrai qu'elle pouvait convenir à des notables de ces partis intégrés à l'économie calédonienne.

La droite anti-indépendantiste et l'ensemble des organisations patronales de l'archipel se sont quant à elles largement félicitées de cet accord, qui promettait de mettre fin à l'instabilité politique, tout en assurant le maintien de la domination coloniale de la bourgeoisie française et caldoche. En parallèle, l'État français promettait plusieurs centaines de mil-

lions d'euros d'aides au titre de la « reconstruction », conditionnées à la validation de l'accord sur l'archipel.

Parmi les Kanaks, l'accord a été diversement accueilli. Certains des partis kanaks signataires l'ont défendu, le Palika et l'UPM notamment. Ces partis se sont mis en retrait du FLNKS depuis un an après avoir ouvertement désavoué les jeunes révoltés pendant les émeutes de 2024. Mais, sous la pression de certains militants, qui dénonçaient l'accord de Bougival comme une trahison, l'Union Calédonienne, le parti de Christian Tein, leader du FLNKS et emprisonné pendant près d'un an en métropole, annonçait dès fin juillet qu'après consultations, elle rejetait l'accord.

L'accord de Bougival, qui dans un grossier tour de passe-passe satisfaisait pleinement la bourgeoisie caldoche et française, ne fait que refléter le mépris dont est capable l'État colonial. Les travailleurs, les pauvres, Kanaks ou « petits Blancs » ne trou-

veront aucunement leur compte dans ces arrangements institutionnels entre notables. D'ailleurs, accord ou pas, gouvernement et patronat calédonien sont à l'offensive. Le gouvernement calédonien a présenté le 30 juillet un projet de budget pour 2026 qui taille dans toutes les dépenses publiques, santé, retraites, emplois, allocations, sauf celles en faveur du patronat. En parallèle de ces attaques, les travailleurs et la population pauvre de l'archipel ont à subir chômage et inflation. Depuis début 2024, près de 11 000 emplois ont disparu, dont un quart dans le secteur du nickel suite à la fermeture de l'usine Nord contrôlée par les partis indépendantistes, et à celle de la mine de Thio. Ce sont autant de suppressions d'emplois qui, contrairement à ce que dit la propagande patronale, n'ont guère à voir avec les émeutes de 2024. Alors, accord ou pas, en Nouvelle-Calédonie aussi, les travailleurs auront à se battre pour défendre leurs intérêts de classe.

ASIE

Expulsion des travailleurs cambodgiens de Thaïlande

Les affrontements meurtriers entre la Thaïlande et le Cambodge fin juillet ont entraîné la fuite de 700 000 travailleurs cambodgiens installés en Thaïlande sur le million qui s'y trouvait.

Du jour au lendemain, ils ont été chassés de leurs logements, ont été renvoyés de leur travail par leurs patrons thaïlandais et menacés de violences à leur rencontre par l'extrême droite chauffée à blanc par le gouvernement thaïlandais.

Une fois de plus, les rivalités nationales teintées de religiosité (là il s'agissait pour les deux gouvernements de se disputer des emplace-

ments de temples) se retournent contre le prolétariat.

C'est la même chose pour les centaines de milliers de travailleurs Gazaouis qui, du jour au lendemain (à la suite du massacre du 7 octobre 2023) ont perdu leurs emplois et leurs gains en Israël du fait du gouvernement sioniste d'extrême droite et de la politique suicidaire du Hamas. C'est la même chose au Soudan avec la guerre menée entre deux factions du pouvoir, entre l'Inde et le Pakistan, l'Afghanistan et le Pakistan où des centaines de milliers de travailleurs se retrouvent expulsés, sans rien, des pays où ils avaient trouvé du travail.

Le nationalisme, c'est la guerre entre les travailleurs, entre les peuples.

A bas les frontières, à bas le capitalisme, vivement un monde dirigé par les travailleurs !



Les menaces de Trump contre les pays exportateurs africains et asiatiques et la réponse que pourrait lui faire la classe ouvrière de ces pays

Un des effets potentiellement destructeurs de la décision de Trump d'augmenter les tarifs douaniers pour les produits importés aux États-Unis est la remise en cause des dispositions contenues dans l'AGOA (accord commercial de USA avec 48 pays de l'Afrique subsaharienne et qui vient à échéance en septembre prochain).

Cet accord favorise en particulier l'exportation de produits textiles des zones franches malgaches et mauriciennes (en l'occurrence les capitalistes mauriciens et français!), mais aussi de produits agricoles tels que la vanille, qui sont jusqu'à présent exonérées de taxes d'entrée sur le territoire américain.

La décision de Trump de leur imposer des taxes d'entrée de 15 %

fait par exemple qu'un polo en coton produit dans ces pays coûtera 31 % plus cher pour le consommateur américain qui risque de se retourner vers des produits moins chers venus d'autres pays à bas salaires comme le Bangladesh ou les pays du sud est asiatique.

La politique de l'impérialisme américain consiste en effet à renforcer la concurrence entre pays pauvres pour obtenir les meilleurs prix pour ses capitalistes qui pourront ainsi augmenter d'autant leurs marges bénéficiaires.

À Madagascar, 180 000 ouvrières et ouvriers travaillent dans l'industrie textile, pour des salaires de misère. La décision de Trump fait donc peser sur eux clairement en plus la menace

de perdre leur emploi.

Mais ces millions de damnés de la terre qui travaillent dans les zones franches malgaches, comme dans celles de tous les pays pauvres soumis aux diktats des pays impérialistes, et qui travaillent en fait pour engraisser les actionnaires des grands groupes de vente de produits textiles mondiaux, représentent une force qui, bien plus que les protestations hypocrites et intéressées de leurs bourgeois nationaux, pourraient avec succès s'opposer dans la grève et mettre en danger les intérêts de ces milliardaires internationaux !

MADAGASCAR

les transports en commun, en rade, comme le reste !

L'agglomération de la capitale malgache Antananarivo compte 3,5 millions d'habitants et souffre d'embouteillages monstrueux rendant les déplacements de la population et des travailleurs particulièrement pénible, voire risquée vu l'état du réseau urbain.

Le président malgache qui affiche dans une multitude de domaines ses velléités de modernisation du pays a décidé de doter la ville de deux téléphériques afin de résorber les embouteillages.

Le premier vient d'être inauguré le 16 août et un deuxième doit l'être ultérieurement pour un coût total de 150 millions d'euros qui iront remplir les caisses de deux groupes français, Bouygues et Poma, retenus pour leurs constructions.

Le ministre des transports s'est tout de suite félicité de l'avancement de ces chantiers en déclarant :

« L'ambition est d'accueillir 80 000 personnes quotidiennement. C'est 4000 véhicules de moins dans les rues de la capitale ! ».

Outre le ridicule de la petitesse de la réponse apportée par le pouvoir au problème gigantesque de la circulation urbaine, s'ajoute le prix du ticket de téléphérique. Il s'élèvera à un euro. Un montant totalement inaccessible pour la majorité de la population qui en est réduite à vivre avec moins de 2 euros par jour.

Quant à l'engin lui-même, il n'est prévu de fonctionner que 4 heures par jour (de 7 à 9 et de 16 à 18 h) peut être par prudence tant la production électrique est insuffisante pour répondre aux besoins des Malgaches.

Une annonce du président qui ne trompe personne à Madagascar et ne changera certainement pas le quotidien des plus pauvres !

ABONNEMENT

12 mois : 20 € / 6 mois : 12 €
Je souhaite m'abonner au journal *Lutte ouvrière - Île de La Réunion* pour une période de.....mois

NOM:

.....

Prénom :

.....

Adresse:

.....

.....

Ci-joint par chèque la somme deeuros

Pour nous contacter :

Lutte ouvrière

BP 184

97470 SAINT-BENOÎT

e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org



Impression spéciale *Lutte ouvrière*
Commission paritaire n°
1019C85576

Directeur de publication : Didier Lombard

Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282